

Lettre au premier ministre de l'Inde

Georges Emery Sioui Wendayete

Volume 33, Number 4-5 (196-197), August–October 1991

Liberté aux Indiens

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/60550ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Emery Sioui Wendayete, G. (1991). Lettre au premier ministre de l'Inde. *Liberté*, 33(4-5), 158–162.

GEORGES EMERY SIOUI WENDAYETE

LETTRE AU PREMIER MINISTRE DE L'INDE

Wendake, Canada, 12 octobre 1992

Très cher et honoré Président,

Permettez-moi d'abord de vous saluer au nom de la nation la plus récemment reconnue de la terre (bien que possiblement l'une des plus anciennes), la Nation indienne d'Amérique, dont je suis le premier Chef Suprême.

L'an dernier, avant la déclaration officielle de l'Assemblée mondiale des Nations reconnaissant notre nation, j'avais proposé à notre Conseil national, dont j'étais le vice-président, que notre première démarche diplomatique officielle vous soit adressée. Le Conseil national avait alors accueilli avec empressement ma proposition.

Le Conseil et moi-même savons pertinemment que cette démarche diplomatique paraîtra étrange à votre Excellence, mais je dirai dès à présent qu'elle n'est en aucune façon plus étrange que le sort fait à notre nation, qui est d'ailleurs à l'origine de notre requête.

Il y a cinq cents ans aujourd'hui, un accident est survenu qui presque aussitôt changea le cours de l'histoire ainsi que la représentation du monde dans son ensemble:

Georges Sioui est un Huron Wendat de Wendake. Conférencier, poète et musicien, il est aussi l'auteur de Pour une autohistoire amérindienne, un essai paru en 1989 aux Presses de l'Université Laval. Le texte suivant fut d'abord écrit en anglais, au printemps 1980.

un marin européen, Christophe Colomb, se trouva perdu sur les côtes de notre continent.

Cet accident, ainsi que le voulut le Créateur et le Maître de toutes choses, fut une bénédiction pour les autres peuples du monde, mais signifia la ruine et le désastre complet pour nos nations ancestrales.

Je ne pense pas devoir vous instruire, bien cher président, de l'état naturel et social harmonieux dans lequel vivaient les premiers peuples d'Amérique. Je ne dirai sur ce point que ce que Christophe Colomb lui-même a dit: il était au Paradis terrestre... qu'il confondit avec les Indes. Étrangement, l'idée ne lui est jamais venue, pas plus qu'à aucun de ses innombrables successeurs, que le pays qu'il cherchait, soi-disant plein de richesses, était pauvre en réalité, si on le comparait avec la terre qu'il avait «découverte».

Pour en venir au sujet de la présente adresse, je dirai que les Espagnols et les autres Européens, qui entreprirent de s'approprier notre continent et de sauver nos âmes au nom de «nous savons quoi» avec des effets que nous subissons toujours, nommèrent notre terre «les Indes» et, aux yeux du reste du monde, ses habitants s'appelèrent «Indiens».

C'est avec un respect des plus sincères que nous utilisons ce nom, que nous partageons avec votre peuple, en sachant bien que votre pays a mis du temps à connaître l'histoire et à se rendre compte de l'affliction de nos peuples, bien qu'il n'en fût jamais la cause. De plus, nous espérons, nous croyons fermement que notre nation n'a jamais outragé la dignité, le sens de la beauté et la volonté de paix que le nom des Indiens orientaux en est venu à symboliser; pour ces vertus et ces qualités, l'admiration de notre peuple vous est acquise pour toujours.

Permettez-moi encore, cher Président, quelques remarques et explications avant de vous dévoiler notre requête, que votre peuple voudra peut-être accepter.

Notre nation, pendant cinq cents années, a vécu et vit toujours un dilemme profondément démoralisateur qui l'affaiblit: celui d'exister sans avoir un nom. Pour illustrer la gravité de ce fait, disons seulement qu'en affublant notre nation d'un faux nom, les oppresseurs suggéraient que, physiquement ou culturellement, où que ce soit sur le continent, nous n'avions pas le droit d'exister. Nous étions des Indiens, par conséquent, nous étions sans droits et nulle part chez nous.

Bien que nous nous réjouissions du fait que l'Assemblée mondiale des Nations ait décidé de certaines mesures pour assurer notre protection, nous sommes toujours, cher frère Président, après cinq siècles d'exposition à toutes sortes d'agressions, un peuple sans nom. Il faut de l'imagination et de la compassion pour comprendre le malheur d'un peuple entièrement uni par son histoire, ses valeurs et ses aspirations, mais qui ne possède pas un nom pour se définir et se désigner. On peut être sûr qu'au cours de l'histoire, chaque Indien a ressenti ce vide et a tenté d'imaginer un nom, un meilleur nom. Mais aucun n'a pu inventer ou découvrir un nom capable vraiment de signifier la Nation.

Cher frère, le seul nom qui, après tout ce temps, soit devenu naturel à nos esprits et à nos oreilles, c'est le nom *Indien*, et c'est pourquoi ce mot, mis à part les noms de nos proches et de nos tribus, est pour nous le son le plus doux qui soit. Il est probable que jamais un mot n'a mieux défini un peuple que celui-là. Il n'est pas un seul de nos contemporains qui, entendant le mot *Indien*, ne pense d'abord à notre peuple et à quelques-uns des nombreux préjugés que ce nom évoque (en exceptant, bien sûr, vos dignes compatriotes qui sont venus habiter notre pays).

Frère, nous affirmons très respectueusement qu'avec le temps le nom *Indien* est désormais plus généralement associé à notre peuple qu'il ne l'est au vôtre. La preuve en est que pour désigner vos gens on doit adjoindre au mot *Indien* l'épithète *oriental*, ou encore préciser: qui vient *des*

Indes. De plus, nous sommes certains qu'à l'intérieur du vaste continent asiatique, il serait plus juste de désigner votre peuple par un nom appartenant à l'une des principales langues de votre pays et sous lequel vous devriez, en toute logique, être mondialement connus.

Cher frère Président, l'essentiel de notre demande est que votre pays fasse le don officiel du nom *Indien* à notre nation récemment reconnue, mais qui est encore dépourvue de nom. Grâce à votre cadeau, ce nom, que nous aimons et désirons, serait nôtre en souvenir du dur destin qu'a connu notre peuple durant cinq siècles; il rappellerait aussi les valeurs morales essentielles au nom desquelles nous avons inconditionnellement résisté à l'assimilation. Cette reconnaissance, venant tout particulièrement de votre pays, laisserait une marque qui serait de très bon augure pour la jeune Nation indienne d'Amérique; de plus, elle scellerait de manière officielle une alliance tacite déjà ancienne entre nos deux nations.

Si cette alliance très spéciale se concrétisait, à notre tour, nous voudrions vous obliger de la façon suivante. La Nation indienne d'Amérique établira des relations économiques et politiques privilégiées avec votre pays en vous offrant un libre accès au marché américain, ce qui vous a été refusé jusqu'ici. L'Inde et ses partenaires commerciaux du Tiers-Monde seraient les premiers clients des biens que nous proposons sur le marché; vous seriez libres d'établir des quartiers diplomatiques dans nos villes et nos territoires; la Nation indienne d'Amérique s'opposera à toute manifestation raciste ou injuste que lui rapporteront les membres de votre Alliance; la Nation indienne d'Amérique assurera en toutes circonstances le support matériel et moral aux membres de votre Alliance, sous condition qu'ils ne soient pas engagés dans des actions guerrières.

Tel que je l'ai suggéré au début de la présente lettre, notre démarche, tout étrange qu'elle puisse paraître, s'inscrit dans un processus de réparation d'un geste (la spolia-

tion des droits autochtones) qui, à l'origine, apparaît infiniment plus étrange que celui que nous proposons. Cela dit, frère Président, dois-je ajouter que notre Conseil, notre Sénat et moi-même sommes anxieux de connaître votre réponse?

Enfin, je vous prie, cher Président, de transmettre nos salutations fraternelles aux membres de votre gouvernement et aux peuples de l'Inde quand vous leur soumettrez la présente demande. Quelle que soit leur décision, dites-leur, s'il vous plaît, que nous attendons l'occasion d'aller visiter les gens de ce pays que nous avons voulu voir depuis longtemps et que nous verrons bientôt.

Puisse le Grand Pouvoir de l'Univers vous bénir ainsi que votre peuple.

Le Chef Suprême
de la Nation indienne d'Amérique.